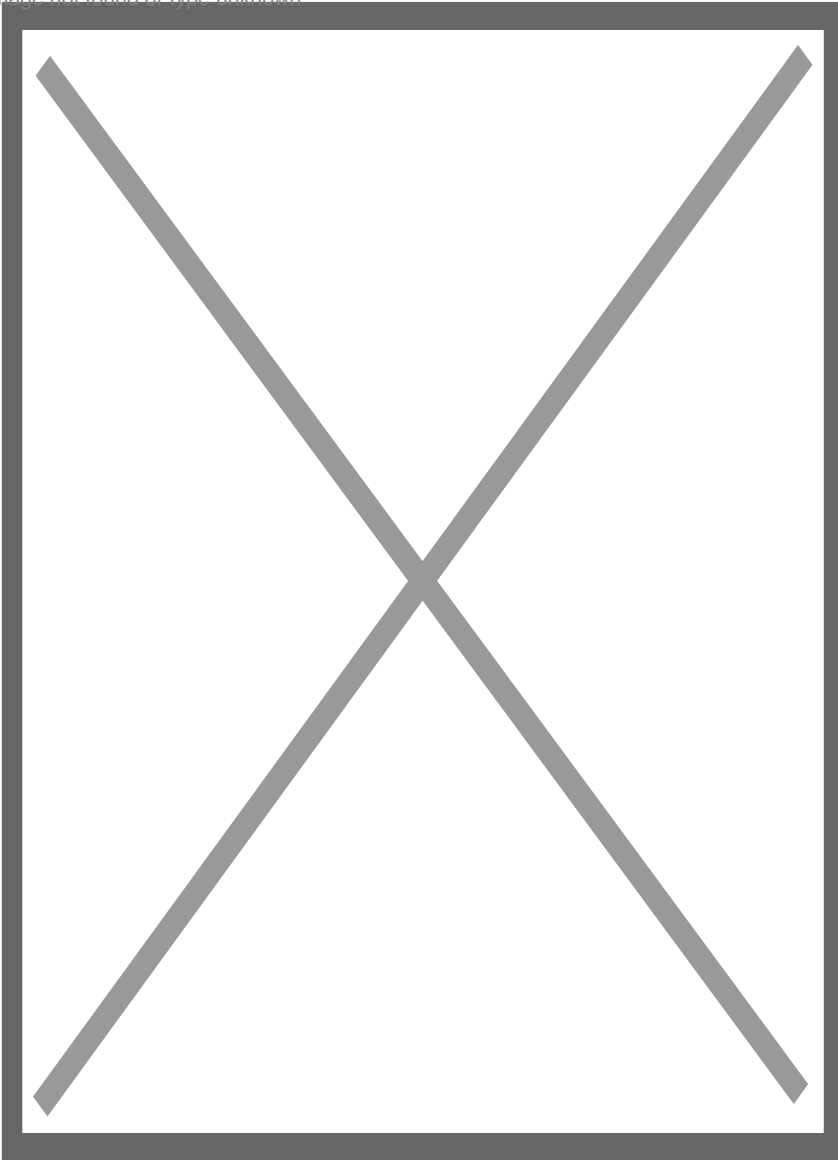


*Miguel Díaz-Canel a souligné
que cette dernière session de
l'Assemblée de 2023 peut
marquer le début d'une nouvelle
tendance dans le comportement
de l'économie cubaine*

Image not found or type unknown



Miguel Díaz-Canel Bermúdez Miguel Díaz-Canel Bermúdez 22 décembre 2023

Discours prononcé par Miguel Mario Díaz-Canel Bermúdez, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président de la République, lors de la clôture de la deuxième période ordinaire des sessions de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire dans sa 10e législature, au Palais des congrès, le 22 décembre 2023, "An 65 de la Révolution".

(Versions Sténographiées - Présidence de la République)

Cher général Raúl Castro Ruz, leader de la révolution cubaine ;

Cher camarade Lazo, président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire ;

Chers et chères députés :

Cette dernière session de l'Assemblée de 2023 peut marquer le début d'une nouvelle tendance dans le comportement de l'économie cubaine. La correction des distorsions profondes et des déviations structurelles qui entravent la gestion économique est un mot d'ordre pour surmonter la situation extrêmement complexe à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui en raison des impacts combinés de l'encerclement des États-Unis, de la crise des relations économiques internationales et de nos propres erreurs. Une fois de plus, tout dépendra de notre capacité à exécuter et à mettre en œuvre de manière adéquate les mesures décrites ici.

Nous l'avons appelée économie de guerre, parce qu'elle doit fonctionner dans un scénario de politique d'asphyxie maximale, conçue et appliquée contre un petit pays par l'empire le plus puissant de l'histoire.

Nous sommes, en outre, une nation du tiers monde appauvri, un territoire historiquement désavantagé par l'héritage du colonialisme, où une crise mondiale longue et multiforme, aggravée par les conflits, les guerres et les déséquilibres inhérents à l'inégalité générée par le capitalisme néolibéral et qui a aggravé la récente pandémie, a le plus d'impact.

J'attire l'attention de ceux qui préfèrent que nous évitions le terme "blocus". Si seulement il était aussi facile de le supprimer de notre vie quotidienne et d'effacer ses menaces et ses effets sur la société cubaine. Cela reviendrait à agir comme ceux qui, aujourd'hui, prétendent nier le génocide israélien à Gaza, alors que les bombes sionistes tombent sur des quartiers, des écoles et des hôpitaux, dans le but criminel d'exterminer leur peuple.

Comme je l'ai dit lors du 7e plénum du comité central du parti, les mesures d'asphyxie économique de ces dernières années sont des bombes destinées à faire tomber les colonnes qui soutiennent la résistance cubaine. Il est donc important que nous trouvions les moyens d'éviter qu'elles n'exploient.

L'hostilité de l'empire voisin ne changera probablement pas en 2024. Dans leur volonté jamais démentie de détruire la Révolution et de procéder à un "changement de régime", les États-Unis permettent et favorisent des actions de déstabilisation, de discrédit et de guerre médiatique, qui visent à encourager les bouleversements sociaux.

Des menaces d'actes terroristes sont même réactivées, que les autorités feignent de ne pas voir ou reconnaître. Comme s'il était possible d'ignorer que les États-Unis facilitent et financent la formation, avec un soutien logistique, de groupes armés qui diffusent des messages de violence par tous les moyens à leur disposition.

Aujourd'hui, nous voulons réaffirmer ici que la détermination à les affronter est ferme et que les informations que nous avons diffusées ces derniers jours font partie de l'alerte.

L'histoire rapporte de nombreux actes et crimes perpétrés par des éléments liés à l'extrême droite à Miami, dans lesquels la participation des agences américaines ne peut être exclue.

L'encouragement et la concrétisation de plans terroristes contre Cuba reposent sur le sentiment d'impunité qui prévaut dans ces secteurs. Il y a les cas de Luis Posada Carriles et d'Orlando Bosch, qui, malgré la reconnaissance publique de leurs crimes, qui figure même dans des documents déclassifiés et dans des interviews accordées à d'importants médias américains, ont fini leur vie paisiblement à Miami, sous la protection des autorités américaines.

Il n'y a pas de correspondance, mais plutôt une incohérence dans le discours et l'engagement prônés par les États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme, et l'action permissive qu'ils maintiennent à l'égard des personnes d'origine cubaine qui, depuis le territoire des États-Unis, encouragent, planifient, financent, organisent et exécutent des plans violents contre Cuba et ses bureaux diplomatiques, y compris notre siège, situé tout près de la Maison-Blanche.

Nous exigeons des autorités américaines qu'elles enquêtent et agissent, qu'elles rendent justice aux éléments qui professent le terrorisme et les actions violentes et qui n'ont pas cessé d'appliquer ces méthodes au milieu du renforcement du blocus.

L'encouragement de la politique américaine à commettre des actions violentes contre Cuba n'est pas absurde ; au contraire, il a été récurrent dans le contexte bilatéral et constitue un modèle de comportement prouvé par l'histoire.

Comme l'a dit Fidel en 1998, dans un acte d'hommage émouvant et inoubliable aux victimes de l'attentat contre l'avion Cubana au large de la Barbade : "Ce que ceux qui commettent de grands crimes contre les peuples dans l'ivresse de leur impunité et le caractère éphémère de leur pouvoir ne peuvent jamais imaginer, c'est que la vérité finit toujours par éclater tôt ou tard".

Trois années d'une administration démocrate agissant en totale adhésion avec son prédécesseur républicain confirment que l'hostilité à l'égard de Cuba n'est pas le fait d'un parti, mais d'une politique enracinée dans les prétentions hégémoniques d'un empire incapable d'accepter la souveraineté de son petit voisin.

Si quelqu'un avait des doutes, il suffit de lire les dispositions du titre II de la loi Helms-Burton qui, entre autres aspects, établit la permanence du blocus économique jusqu'à ce que le gouvernement révolutionnaire soit renversé, que le parti communiste de Cuba, les organisations politiques et de masse disparaissent et que les biens soient restitués ou qu'une compensation ait été reçue par tous ceux qui ont jamais possédé des biens à Cuba.

Elle établit également que, pendant la période entre le renversement du pouvoir révolutionnaire et la restitution des biens, il y aura à Cuba un gouvernement de transition choisi et imposé par le gouvernement américain qui certifiera si les dispositions de cette loi perverse ont été respectées.

Malgré ces preuves irréfutables de l'arrogance impériale absolue, il ne manque pas de personnes prêtes à exiger ou à suggérer que Cuba fasse des gestes ou des concessions pour "aider" le gouvernement américain à adopter un comportement plus bienveillant et constructif.

Souvent, ils ignorent ou ne veulent tout simplement pas entendre parler de l'impact du blocus. Certains ne le mentionnent même pas comme l'aspect central du conflit entre les deux pays et les obstacles qu'il impose à notre développement.

Plus de trente fois de suite, la majorité des gouvernements du monde a soutenu, par un vote à l'Assemblée générale des Nations unies, la résolution cubaine contre le blocus.

L'arrogance impériale méprise ce soutien mondial, détourne son visage de la demande mondiale et maintient sa politique criminelle, qu'elle justifie par une construction discursive de doubles standards, de mensonges et de calomnies, qui, derrière une fausse préoccupation et un engagement envers les problèmes du peuple cubain, cache ses véritables intentions de détruire la Révolution à tout prix.

Avec la solidarité et la compréhension d'une grande partie de la communauté internationale, Cuba fait face aux conséquences du blocus.

Aujourd'hui, il nous appartient de faire face à la concomitance de ces problèmes avec les conséquences de la pandémie et de la crise mondiale. Nous le ferons avec détermination et fermeté, avec intelligence et intégrité, avec optimisme et confiance, en partageant les efforts et les contributions de tous, dans un contexte défavorable, mais avec la certitude que nous surmonterons les défis par le travail, le talent et la créativité, en d'autres termes, par une résistance créative (Applaudissements).

Comme le dinosaure de Monterroso, le blocus sera toujours là, mille fois plus fort, arrêtant nos rêves, dressant des obstacles, empêchant le développement et la prospérité que nous méritons, parce que le gouvernement des États-Unis continue d'être accablé par le manque de volonté politique d'avancer vers une relation avec Cuba qui soit respectueuse et conforme à la Charte des Nations unies et au droit international. L'objectif est de couper l'accès aux capitaux et aux financements, d'étouffer l'économie et de mutiler ainsi la capacité du gouvernement à répondre aux besoins fondamentaux de la population.

L'effet de cette politique est visible dans la dépression de plusieurs services essentiels, notamment l'électricité, la santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau, les services communautaires, les transports publics, la production d'aliments et de médicaments, qui nécessitent tous l'importation d'équipements, de pièces, de carburant ou de matières premières, pour lesquels les maigres ressources financières dont nous disposons ne sont pas suffisantes.

Même si la gestion économique de l'État était la plus efficace au monde, ce dont aucun gouvernement ne peut se vanter, nombre de nos problèmes persisteraient à cause du blocus, ce qui se traduit par la contraction des approvisionnements destinés à la consommation de la population, le niveau d'inflation et l'insuffisance du pouvoir d'achat de la majorité de la population. Tel est l'objectif de la guerre économique, dont les résultats se matérialisent clairement, bien qu'ils ne soient pas à la hauteur de l'objectif que l'impérialisme s'est fixé depuis le triomphe de la révolution.

Outre les actions constantes de subversion et de désinformation contre Cuba, l'objectif est de briser le pays, de provoquer la décomposition sociale et de générer l'ingouvernabilité, un objectif qu'ils ont lamentablement échoué à atteindre.

Mes compatriotes :

Au cours des débats de ces jours-ci, on a parlé de manière critique et autocritique des erreurs commises. Ces erreurs font également partie de la complexité de la prise de décision dans un contexte de tensions extrêmes.

Dans une sorte de tempête parfaite, la volonté de surmonter la situation défavorable, la corrélation entre les variables économiques, la volonté de préserver les acquis sociaux et la disponibilité très limitée et parfois inexistante de devises se sont très souvent conjuguées. Tout cela a été un terrain propice aux décisions non intégrales, qui provoquent des incompréhensions logiques et des impacts négatifs dus à leur application dans des conditions défavorables, que beaucoup considèrent comme la cause de tous les problèmes, sans être réellement les seuls ou même les plus décisifs.

Au cours de ces journées, nous avons parlé d'efforts qui ne se sont pas encore traduits par des solutions, de mesures qui n'ont pas porté leurs fruits, de prévisions qui ne se sont pas réalisées.

Tout comme nous reconnaissons des erreurs dans la conception et la mise en œuvre inadéquate de la Task Force, nous avons remis en question l'approbation de nouveaux acteurs économiques sans règles d'action précises, qui auraient pu éviter de nombreuses déviations.

Il est également important de souligner que le manque de contrôle et de défense des règles approuvées et le fonctionnement inadéquat des entités publiques chargées de leur exécution ont renforcé les erreurs. Il est maintenant temps de procéder à une rectification progressive.

La coïncidence de ces problèmes et leur accumulation au fil du temps ont facilité la présence de phénomènes et de manifestations négatives dans la société cubaine que nous ne voulons pas.

Une fois de plus, il est temps de rectifier. La rectification est un processus inhérent à la révolution.

L'idéologie et les actions du commandant en chef Fidel Castro Ruz et du général d'armée Raúl Castro Ruz nous ont appris l'importance d'une correction opportune de toute situation susceptible de compromettre l'avenir de la construction socialiste.

Il s'agit d'une pensée qui s'est consolidée depuis plusieurs années. En 1986, le commandant en chef avait encouragé un profond processus de rectification des erreurs et des tendances négatives, qui n'a pas pu être achevé en raison du début de la période spéciale, lorsque le pays devait se concentrer sur cette étape difficile afin de sauver les acquis de la révolution et du socialisme.

En 2000, Fidel lui-même nous a exhortés à changer tout ce qui devait l'être, avec le sens du moment historique, et cinq ans plus tard, en 2005, depuis l'université de La Havane, il nous a avertis que nous pourrions détruire la révolution nous-mêmes si nous ne corrigions pas les erreurs et les déviations.

Pour sa part, le général d'armée Raúl Castro Ruz a également lancé des appels importants pour attirer l'attention sur les distorsions qui se sont manifestées dans notre processus. Ses références à la lutte contre la corruption, la prévarication et l'indiscipline sociale sont tout à fait valables dans les circonstances actuelles.

Mes chers compatriotes :

Nous sommes les protagonistes et les témoins de décisions cruciales. Les questions les plus importantes pour le présent et l'avenir de la nation ont été abordées ici.

Les débats de cette session de l'Assemblée nationale ont plongé dans les profondeurs des problèmes du pays, en envisageant les voies de sortie et les solutions possibles à la situation actuelle.

L'efficacité des mesures que nous devons mettre en œuvre en 2024 pour accélérer la reprise économique dépend de ce que nous ferons pour générer plus de richesses, avec des incitations au travail et une répartition plus appropriée des ressources. Le succès de sa mise en œuvre dépendra également des progrès réalisés dans l'élimination des principales distorsions qui compromettent aujourd'hui les possibilités de croissance économique et de développement du pays à court, moyen et long terme.

Aucune mesure ne résout à elle seule tous les défis, et même l'ensemble de ces mesures peut, dans un premier temps, aggraver certains problèmes.

Le défi consiste à les appliquer de manière organisée, en évaluant leur impact, en ajustant systématiquement le processus et en garantissant un traitement différencié pour ceux qui peuvent être les plus touchés, c'est-à-dire les personnes et les familles en situation de vulnérabilité, les enfants, les adolescents et les jeunes, les femmes et les personnes âgées, ainsi que les retraités et les pensionnés.

Ces décisions et d'autres qui découleront certainement des décisions actuelles devraient, à moyen terme, remettre de l'ordre dans les indicateurs macroéconomiques et placer le pays dans une situation plus favorable afin que nous puissions aller de l'avant en 2024, en ouvrant les portes à l'espoir et à la prospérité que nous nous devons d'avoir.

J'ai entendu et lu sur les réseaux sociaux toutes sortes d'opinions sur des mesures à peine esquissées. C'est compréhensible. Il s'agit de décisions complexes, tout comme le moment est complexe. Des explications plus complètes et plus détaillées seront données dans les jours à venir dans nos médias et sur nos plateformes. Mais j'affirme avec force qu'il n'y a pas de paquet néolibéral contre le peuple, ni de croisade contre les micro et petites entreprises, ni d'élimination du panier alimentaire de base, comme la contre-révolution l'annonce déjà sur les réseaux sociaux (Applaudissements).

Il ne manque pas de gens qui pensent que la fin de l'année n'est faite que de bonnes nouvelles. Rien ne nous ferait plus plaisir que d'annoncer que les salaires augmentent et que nous aurons assez de devises

et de carburant pour mettre fin au fardeau des pénuries. Malheureusement, nous savons tous que ce n'est pas possible.

Cette Révolution a commencé par dire au peuple, à l'heure de la plus grande fête et de la plus grande joie, ce qui suit : "La joie est immense. Et pourtant, il reste encore beaucoup à faire. Ne nous leurrions pas en croyant que tout sera facile à l'avenir ; peut-être qu'à l'avenir tout sera plus difficile".

Telles étaient les paroles de Fidel dans les premières heures du triomphe révolutionnaire en 1959. C'est ainsi que nous avons agi au cours des 65 années écoulées et c'est ainsi que nous agissons en tant que continuateurs de la révolution (Applaudissements).

Nous sommes conscients de la gravité de la situation économique et de la nécessité d'agir pour la résoudre. Ce serait une mauvaise, une très mauvaise nouvelle si nous restions paralysés ou si nous nous obstinions à suivre une voie qui s'est avérée impraticable parce qu'insoutenable.

Félix Martínez a eu raison de rappeler ici un avertissement du général d'armée lors d'une session de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire en décembre 2010, lorsqu'il a déclaré : "Bien que nous disposions de l'héritage théorique marxiste-léniniste, où la faisabilité du socialisme est scientifiquement prouvée, et de l'expérience pratique des tentatives de construction dans d'autres pays, la construction de la nouvelle société dans l'ordre économique est, à mon modeste avis, également un voyage dans l'inconnu. Chaque étape doit donc être soigneusement étudiée et planifiée avant la suivante, où les erreurs sont corrigées promptement et rapidement afin de ne pas laisser la solution au temps, ce qui les augmentera et, en fin de compte, nous coûtera encore plus cher.

Les dirigeants du parti et du gouvernement, des municipalités à la nation, ont abordé la question avec sincérité, transparence et un sens aigu des responsabilités. Nous entendons ici le Premier ministre exprimer son mécontentement quant au fait que ce qui était prévu n'a pas été réalisé et que les mesures et décisions prises antérieurement n'ont pas donné de résultats positifs.

Nous pouvons témoigner de la volonté exprimée par le gouvernement de préserver le plus haut degré possible de justice sociale et de notre engagement pour toujours et à jamais avec le peuple cubain (Applaudissements).

Sans aucun doute, certaines choses auraient pu être faites plus tôt. Mais dans un système socialiste, dans un pays comme le nôtre avec un blocus intensifié, dans une économie planifiée et dans une démocratie avec la participation du peuple, les décisions requièrent un certain niveau de consensus et de maturité pour être mises en œuvre.

Le pays dispose d'un État qui a un haut niveau de responsabilité auquel il ne se soustrait pas. Ce gouvernement propose, informe, consulte et attend de ses députés et de tout le peuple qu'ils le soutiennent dans la mise en œuvre des décisions qui peuvent nous conduire à la sortie la plus rapide de la situation complexe actuelle.

Dans la conception et l'élaboration de ces décisions, les cadres et les fonctionnaires du Parti et du gouvernement ont participé, soutenus par des chercheurs, des académiciens, des experts, des professeurs d'université, et l'opinion populaire a également été prise en compte en ce qui concerne tout ce qui doit être changé.

L'élimination progressive de certaines subventions et les changements dans la politique fiscale, entre autres, visent à corriger les déviations et les distorsions insoutenables dans les conditions actuelles de l'économie. Il s'agit d'ajustements qui permettront une meilleure utilisation des maigres ressources financières disponibles.

Les députés :

Sur la base de l'effort personnel et collectif, du repli sur soi et du développement par le travail, on prévoit pour l'année 2024 une croissance des niveaux d'activité décisive pour le pays, bien qu'encore insuffisante pour couvrir la demande.

Il sera essentiel d'exiger l'accomplissement des fonctions des institutions publiques dans tous les domaines et le travail organisé des communautés et des municipalités.

Il convient d'accorder une attention particulière à la production alimentaire, de répondre aux besoins territoriaux de chaque localité, de relancer le tourisme, d'enrayer le déclin de l'industrie sucrière, de confier à l'État le contrôle des devises et du marché des changes et de réorganiser le système financier, en garantissant des niveaux d'autofinancement et de gestion des devises à ceux qui les génèrent.

En ce qui concerne les entreprises d'État socialistes, il faut accélérer les transformations essentielles visant à modifier progressivement les mécanismes d'allocation des ressources et le cadre institutionnel dans lequel elles opèrent, dans le but de progresser dans leur autonomie réelle, de récupérer les niveaux d'efficacité des principales activités économiques et de parvenir à leur développement durable, ainsi qu'à leur articulation effective avec le secteur non étatique.

Le système entrepreneurial doit être disposé à faire tout ce qui est possible pour stimuler la production de biens et de services qui permettront l'expansion de l'offre, en faisant un usage adéquat des pouvoirs qui lui ont été accordés. La population attend des entrepreneurs cubains qu'ils se donnent à fond pour leur pays.

Il est également important de développer les MYPIME d'État, conçues comme des structures plus flexibles et dynamiques, dotées d'une plus grande capacité d'adaptation aux défis actuels.

En ce qui concerne les formes de gestion non étatiques, je voudrais rappeler qu'elles font partie du secteur des entreprises du modèle économique et social approuvé par la Constitution de la République. En ce sens, elles doivent être encouragées à disposer des conditions nécessaires pour contribuer, comme prévu, au développement économique et social du pays.

Nous réaffirmons une fois de plus que les politiques publiques de l'État et du gouvernement doivent être respectées par tous les secteurs, et que nous ferons résolument face à la tentative de l'ennemi de briser l'unité et de monter le secteur non étatique de l'économie contre la révolution.

Pour faire face avec succès à ces tentatives, il faut des règles claires et cohérentes, adaptées aux objectifs de tous les acteurs économiques, afin d'éviter les distorsions et les tendances négatives.

Je ne m'étendrai pas davantage sur ces questions, car le Premier ministre et le ministre de l'économie les ont déjà longuement développées. Il nous appartient maintenant de créer les conditions de la mise en œuvre des décisions, en expliquant, en argumentant et surtout en veillant à ce que chacune d'entre elles serve l'objectif supérieur de surmonter les difficultés économiques du pays.

Camarades :

Je voudrais maintenant évoquer les progrès de l'exercice législatif. À cet égard, l'ordre du jour de cette session de l'Assemblée a été fructueux. Nous avons adopté trois lois importantes dans le respect du calendrier et pour mettre en œuvre le contenu constitutionnel.

Je voudrais souligner en particulier la nouvelle loi sur la santé publique, qui ratifie le principe d'une seule santé et la responsabilité de l'État de garantir l'accès à celle-ci, ainsi que la gratuité des services de soins, de protection et de récupération.

Cette disposition normative actualise le fonctionnement du système de santé cubain, sur la base des progrès de la science et de l'innovation dans ce secteur social stratégique.

La loi développe de manière exhaustive le contenu des droits énoncés dans la Constitution, en reconnaissant la dignité humaine comme valeur suprême, ainsi que le droit à la vie, à l'intégrité physique et morale, à la liberté, à la justice, entre autres. Elle reconnaît également la responsabilité de la société et des familles dans la jouissance de ces droits fondamentaux.

Il a également été approuvé, et pour la première fois dans le système juridique cubain, la Loi du Système d'Attention aux Plaintes et Pétitions du Peuple. Ce règlement développe également des postulats constitutionnels. Bien qu'elle ne résolve pas à elle seule les problèmes et les insatisfactions de la population, elle rationalise, perfectionne et institutionnalise sans aucun doute cette activité avec de meilleures garanties pour les citoyens.

Quant à la loi sur le parquet militaire, elle complète ce qui a déjà été établi dans l'organisation du bureau du procureur général de la République, met l'organisation, la structure et le fonctionnement du parquet militaire en conformité avec les exigences constitutionnelles et renforce son rôle au sein des forces armées.

Cette loi complète un cycle institutionnel du système judiciaire des organes de l'État, en particulier ceux liés à l'investigation, au contrôle et à l'exercice de l'action pénale.

Le réajustement du calendrier législatif pour 2024 a également été approuvé lors de cette session.

Au cours de l'année qui s'achève, d'importantes lois ont été approuvées pour la nation, ce qui ratifie la volonté de l'État de continuer à développer et à perfectionner l'activité législative, conformément à la Constitution et au renforcement institutionnel du pays.

Dans l'ordre du jour de cette Assemblée, il convient de souligner l'analyse de l'application de deux règlements approuvés par ce Parlement, le Code de la famille et la Loi de procédure pénale.

Dans l'analyse du Code de la famille, on a noté l'œuvre de justice sociale que ce règlement contient, dans une matière aussi pertinente que les droits de toutes les personnes et pour tous les types de familles.

Le travail réalisé par les institutions chargées de son application est important, mais il est nécessaire qu'elles continuent à se préparer afin de le rendre plus efficace et de contribuer à ce qu'il soit mieux connu et compris dans la société.

Dans le cas de la loi de procédure pénale, les évaluations réalisées indiquent la nécessité de continuer à l'étudier afin de l'améliorer à l'avenir, sur la base des expériences tirées de son application.

Cette loi a contribué à fournir de meilleures garanties au processus pénal et a obligé ses opérateurs à agir en conséquence, ce qui exige qu'ils soient préparés en permanence à sa mise en œuvre effective.

Mes chers compatriotes :

La présidence du Groupe des 77 et de la Chine, que Cuba assume depuis janvier, a exigé un grand effort de la part de nos institutions et du pays en général. Elle reflète notre engagement à défendre les causes des pays du Sud et notre volonté de mobiliser nos énergies pour assurer la représentation la plus efficace des intérêts des nations en développement dans l'arène internationale.

Elle a démontré l'autorité et le leadership de la diplomatie cubaine, son adhésion aux principes, sa promotion du dialogue et de la coopération, et sa capacité à construire un consensus et à défendre l'unité des pays en développement dans les nombreux événements multilatéraux de l'année.

Nous continuerons à dénoncer fermement le massacre commis aujourd'hui par Israël, la puissance occupante, contre le peuple palestinien (Applaudissements). Je réaffirme aujourd'hui que Cuba ne fera jamais partie des indifférents et que nous défendrons toujours le droit de ce peuple héroïque à

l'autodétermination et à un État indépendant et souverain, avec les frontières d'avant 1967 et Jérusalem-Est comme capitale.

Pour cela, l'impunité garantie à Israël par les États-Unis doit cesser, le génocide doit cesser. Pour une Palestine libre, la voix de Cuba s'élèvera toujours (Applaudissements).

Le sommet des chefs d'État et de gouvernement du groupe des 77 et de la Chine, qui s'est tenu ici à La Havane en septembre, a renforcé la voix du groupe en tant qu'acteur clé dans les discussions internationales. La réunion a confirmé la solidarité, l'admiration et le respect pour Cuba.

Le sommet des dirigeants du groupe des 77 et de la Chine qui s'est tenu récemment dans le cadre de la conférence des parties sur le changement climatique (COP28) à Dubaï a confirmé ce leadership par ses excellents résultats.

Cet événement, sans précédent dans l'histoire du groupe, a contribué à renforcer le rôle du bloc dans les négociations sur le climat.

En tant que représentant du groupe, Cuba a participé au plus haut niveau au sommet organisé à Paris pour analyser les problèmes monétaires et financiers, au sommet des BRICS et à diverses réunions organisées dans le cadre du segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies.

Cet activisme constructif en matière de politique étrangère s'est également reflété dans notre participation au processus de paix entre le gouvernement colombien et l'Armée de libération nationale, dont la table de dialogue a tenu l'un de ses cycles dans la capitale cubaine cette année.

Nous avons continué à renforcer les liens d'amitié et de coopération avec les peuples et les gouvernements de différentes latitudes.

Malgré les efforts des États-Unis pour l'empêcher, auxquels se sont joints plusieurs éléments anti-cubains en Europe et aux États-Unis mêmes, Cuba a été réélu, avec un large soutien, au Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

L'élection de Cuba au Conseil exécutif de l'UNESCO, avec un très grand nombre de voix, a également été très satisfaisante.

La IVe Conférence de la nation et de l'émigration a été très fructueuse. Elle a ratifié l'engagement permanent d'avancer vers une relation de plus en plus étroite, naturelle et intégrale avec les Cubains vivant dans d'autres pays.

Chers compatriotes :

Avant de conclure, je vous demande d'applaudir pour féliciter et reconnaître les éducateurs cubains pour cette journée (Applaudissements prolongés). Pour ceux qui sont ici, qui ne sont pas peu nombreux, et pour tous ceux qui ont exercé ou exercent la belle profession d'enseignant, conscients qu'ils ont entre les mains l'œuvre la plus transcendante et la plus importante de la société : la formation des générations futures (Applaudissements).

Tout d'abord, félicitations pour la Journée des éducateurs aux alphabétiseurs (Applaudissements), et avec eux, des applaudissements reconnaissants pour ceux qui ont résisté, debout, aux difficultés, aux pénuries et même à l'insensibilité de ceux qui oublient qu'être enseignant, c'est être créateur. Un grand merci à vous qui, par votre travail et votre dévouement, soutenez l'une des colonnes fondamentales de l'œuvre de la Révolution ! (Applaudissements).

C'est cela la Révolution ! Lorsque nous prononçons cette phrase, qui résume 65 ans de création héroïque, nous pensons tout d'abord à la Santé et à l'Éducation. Ce sont les deux bras de l'œuvre

immense, fondamentale, de base, sur laquelle nous construisons, contre vents et marées, l'idéal d'une nation qui place l'être humain au centre de ses préoccupations et de ses soucis. Et elle l'aura toujours, parce que la Révolution existera toujours, parce qu'elle est faite pour cela ! (Applaudissements).

Parce que la nation admire et reconnaît le rôle et la place des travailleurs de la santé et de l'éducation pour son présent et son avenir, ils seront les premiers à bénéficier des paiements supplémentaires, comme l'a dit le Premier ministre dans son discours (Applaudissements).

À la veille d'une commémoration transcendante : la célébration du 65e anniversaire du triomphe de la Révolution, Cuba fera ses adieux à l'année avec la joie que même les pires coups de vent de la nature ou de l'empire n'ont pas pu nous enlever.

Célébrons notre volonté de changer ce qui doit l'être pour maintenir et dépasser les conquêtes sociales que la Révolution a transformées en droits pour le peuple (Applaudissements).

Célébrons notre indépendance, notre souveraineté et notre liberté (Applaudissements).

C'est la Révolution de Fidel, de Raúl, de Ramiro, de Guillermo, de Machado, de la Génération héroïque du Centenaire de la naissance de l'Apôtre, dont les idées continuent de nous inspirer, et c'est la Révolution de nous tous qui sommes dans cette salle pour affirmer la volonté du peuple héroïque, digne et rebelle que nous avons l'honneur de représenter (Applaudissements prolongés).

Il y a quelques jours, en relisant un discours du commandant en chef aux étudiants de l'université, à l'occasion du prochain anniversaire de la FEU, je suis tombé sur des mots qui pourraient expliquer le mystère de cette révolution qui a survécu à 65 ans de siège et de menaces de toutes sortes, sans perdre ses rêves et ses espoirs d'un monde meilleur.

Fidel a déclaré le 20 décembre 1982 : "Les révolutionnaires ont toujours été accusés de vouloir des choses impossibles, de vouloir des choses utopiques. Un jour, on a accusé Martí d'être un rêveur, et Martí a répondu que les rêves d'aujourd'hui seront les lois de l'avenir. On a généralement dit que ces tâches étaient irréalisables, qu'elles étaient impossibles ; mais dans ma vie de révolutionnaire, je peux dire que ce qui est réalisé est souvent plus que des rêves.

Alors, ensemble, rendons possible le rêve de vaincre la politique de persécution et d'encerclement de Cuba, et l'idéal de prospérité pour le peuple, qui a motivé les révolutionnaires cubains à travers les âges. Rendons possibles les rêves et même l'impossible ! (Applaudissements).

Merci, général d'armée, d'être avec nous et de toujours nous encourager à conquérir le prochain objectif. Vous qui, il y a 65 ans, êtes entré dans la caserne de Moncada et avez livré vos soldats sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré, avec le moral invaincu de la nouvelle armée rebelle, vous nous avez enseigné à maintes reprises que "Oui, nous le pouvons si nous avançons unis". Et c'est ce que nous ferons ! (Applaudissements prolongés.)

C'est cela la Révolution, l'idée inébranlable que tous les rêves sont réalisables !

C'est la révolution, la révolution de son digne peuple cubain !

Alors, la volonté de travailler, le désir d'avancer, la volonté de s'améliorer et la conviction profonde que nous allons gagner !

La patrie ou la mort !

Nous vaincrons ! (Exclamations "Nous vaincrons" et "Vive la révolution cubaine")

(Applaudissements.)

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/342869-miguel-diaz-canel-a-souligne-que-cette-derniere-session-de-lassemblee-de-2023-peut-marquer-le-debut-dune-nouvelle-tendance-dans-le-comportement-de-leconomie-cubaine>



Radio Habana Cuba